

Ludwik Hass

LES PROBLÈMES DES RECHERCHES SUR LA SOCIÉTÉ DE LA POLOGNE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Janusz Z a r n o w s k i, *Spoleczeństwo Drugiej Rzeczypospolitej 1918 - 1939* [La Société de la Seconde République 1918 - 1939], Warszawa 1973, PWN, pp. 434 + 2, 65 tableaux, 2 cartes, index, résumés français et anglais.

L'ouvrage — premier du genre dans l'historiographie polonaise — est le fruit d'un essai aussi méritoire qu'ambitieux. Janusz Zarnowski voulait présenter « un exposé synthétique et détaillé de la structure et de l'évolution de la société » (p. 5) au cours des brefs 21 ans de l'existence de l'État polonais de l'entre-deux-guerres (novembre 1918 - septembre 1939).

Le livre s'ouvre par un chapitre qui fournit les principaux éléments de la composition socio-professionnelle de la population en 1921, 1931 et 1938. Dans les deux premiers cas, l'auteur s'appuie sur les résultats des recensements effectués à l'époque, mais ce genre de source lui a fait défaut pour 1938. Il a dû donc procéder lui-même à des estimations compliquées, grâce au résultat desquelles il est le premier dans la littérature du sujet à déterminer quantitativement la composition sociale de la population pendant la dernière année d'existence de l'État polonais.

Dans les chapitres suivants, l'auteur analyse successivement les classes et couches sociales: ouvriers en dehors de l'agriculture, ouvriers agricoles, paysannerie, intelligentsia et travailleurs intellectuels,

petite bourgeoisie, grands propriétaires terriens. La description de chacun de ces groupes sociaux répond — dans la mesure rendue possible par les sources — aux mêmes questions. L'auteur présente donc dans chaque cas la composition professionnelle du groupe considéré, sa stratification interne, le volume et les écarts des revenus individuels et de la consommation matérielle et non matérielle, les divisions engendrées par le niveau d'instruction, les modèles moraux et coutumiers, les questions de conscience de classe, de participation au pouvoir, de composition nationale, etc. Après ces considérations analytiques, les chapitres terminaux passent aux questions relatives à la société dans son ensemble: composition sociale de la couche dirigeante, structure écologique de la société, types et genres de cultures, composition sociale des minorités (Ukrainiens, Biélorusses, Juifs, Allemands) et ses implications politiques.

Vu la nature du sujet, les considérations de caractère synthétique dominant dans l'ouvrage au détriment de l'histoire idiographique prise dans son sens traditionnel. Le mode descriptif ne prend le dessus que lorsque l'absence de sources rend impossible la citation et l'interprétation de données quantitatives. L'abondance des faits statistiques — concrétisée, entre autres, par l'élaboration de 65 tableaux — est pour l'auteur, chose trop rare dans bien d'autres études, matière à interprétation créatrice et non à illustration. Alors que dans l'historiographie, surtout de la période la plus récente, on voit de plus en plus souvent paraître des contributions écrites sans aucune aspiration à la généralisation des faits et phénomènes, tandis que certaines synthèses s'appuient dans une grande mesure sur des impressions, l'esprit de synthèse manifesté par l'auteur confère à son ouvrage un niveau historique élevé.

Il est évident que l'ampleur restreinte du volume n'a pas permis d'épuiser le sujet. Il semble donc juste, en faisant abstraction de telles ou telles remarques et corrections de détail, de formuler — dans le cadre d'une discussion scientifique — certains problèmes, de préciser les opinions et attitudes, de signaler certaines lacunes.

I. LA MÉTHODE STRUCTURALE ET LES POSSIBILITÉS DE SON APPLICATION

Dans un ouvrage traitant d'un sujet aussi vaste, l'auteur — malgré son sérieux acquis dans ce domaine — n'a pu s'appuyer uniquement sur les résultats de ses propres recherches. Aussi est-il parti du prin-

cipe que ce sera « une systématisation et une généralisation préliminaires des informations accessibles dès maintenant » (p. 5). Simultanément, ainsi qu'il résulte des thèmes détaillés signalés plus haut, le caractère novateur du livre devait consister en un exposé fondé sur les réalisations de la méthode structurale dont l'auteur a été l'un des premiers propagateurs. Toutefois la réalisation conjuguée des deux principes ne s'est révélée que partiellement réalisable, ceci pour des raisons objectives. L'auteur a mis à profit quelque 400 positions bibliographiques relatives au sujet, dont nombre de brochures très rares et d'articles disséminés dans diverses revues pratiquement introuvables. Cependant, eu égard à certains groupes sociaux — bourgeoisie, petite bourgeoisie ou grands propriétaires terriens — les lacunes étaient telles que même les recherches complémentaires n'ont pu les combler ne serait-ce que partiellement.

L'élaboration d'un exposé conforme — non seulement du point de vue formel et terminologique, mais aussi sur le fond — aux exigences de l'analyse structurale, s'est heurtée au fait que les études structuralistes de l'histoire sociale, commencées en Pologne il y a une quinzaine d'années, n'ont apporté jusqu'à présent que des résultats assez modestes. Les déclarations d'intention et les programmes de recherches n'ont été suivis que par fort peu d'ouvrages sortant du cadre de la micro-analyse de faits, et ont fini par déboucher sur une impasse. On n'a même pas procédé aux dépouillements préliminaires qui auraient permis d'utiliser d'une manière vraiment correcte et conforme aux besoins de la méthode structurale les abondants et importants matériaux statistiques disponibles. Il n'y a pas jusqu'à présent, par exemple, de clé qui permettrait la comparaison correcte de sources aussi fondamentales que sont les ventilations professionnelles et territoriales des résultats des deux uniques recensements généraux de l'entre-deux-guerres (1921 et 1931).

Cette situation a forcé l'auteur à une solution ardue, c'est-à-dire à interpréter dans les catégories de la méthode structurale des matériaux nullement susceptibles d'un tel procédé. En ce qui concerne les données numériques, il n'a pu que s'appuyer dans une grande mesure sur le « Petit Annuaire Statistique », publication officielle de caractère informatif ne tenant aucunement compte des besoins de la recherche scientifique. Très souvent, l'auteur en a été conduit à concentrer son attention sur des processus et phénomènes intervenant au niveau macrosocial, à l'échelle du pays entier. Or ces faits n'étaient que la résultante de transformations très variées intervenant dans les diverses

régions économiques¹ et non présentées dans l'ouvrage. Pourtant, ce sont là des indices d'une évolution souvent différente, voire contraire à celle que font ressortir les indices globaux, évolution qui avait de sérieuses implications dans tous les domaines, depuis la politique jusqu'aux moeurs et coutumes.

Ce renoncement à l'analyse régionale est particulièrement sensible partout où il est question de l'évolution des rapports entre 1931 et 1938, c'est-à-dire après le dernier recensement général. C'est en effet une période caractérisée par l'apparition de symptômes d'importants changements structuraux causés par la crise économique des années 1929-1933. On peut citer à cet égard la répartition géographique des ouvriers industriels. Ainsi, le nombre des ouvriers des mines et de l'industrie (sans l'artisanat et le travail à façon) était en 1937 et à l'échelle du pays entier de 0,5% inférieur à celui de 1929. L'indice de 99,5% était ramené à 67,2% à peine dans la plus grande région de grande industrie (Haute-Silésie), et à 80,8% dans le Bassin de Dąbrowa voisin (district de Będzin), tandis qu'il grimpait à 286,4% dans quelques districts jusqu'alors agricoles de la Pologne méridionale, grâce à l'accroissement du nombre des ouvriers de 18 900, à 230,5% dans quelques districts de l'Est de la Pologne (8100 ouvriers en plus), et à 139,1% dans le district de Varsovie (sans la capitale) et dans ceux, voisins de l'Est, de Mińsk Mazowiecki et de Radzymin (7000 ouvriers en plus)².

II. LA CONCEPTION DE LA STRUCTURE DE CLASSE ET SES CONSÉQUENCES

L'auteur annonce au début qu'il va considérer — selon nous avec raison — l'intelligentsia, la paysannerie et dans une certaine mesure la petite bourgeoisie, comme des couches sociales et non des classes. Mais

¹ La division administrative en unités de rang supérieur (voivodies) et groupes de telles unités, le plus souvent appliquée dans les statistiques de ces années, est insatisfaisante. En effet, ce n'étaient pas des unités économiques homogènes, composées qu'elles étaient en général de parties fort différentes les unes des autres. Toutefois, comme les unités administratives de rang inférieur (powiats = districts), économiquement plus homogènes, sont trop nombreuses (plus de 250), il est indiqué de réunir en régions économiques les districts géographiquement voisins et économiquement apparentés. Partant de ce principe, deux chercheurs de l'entre-deux-guerres ont distingué du point de vue des industries d'extraction et de transformation vingt-deux régions de ce genre. Cf. J. Piekałkiewicz et S. Z. Rutkowski, *Okręgi gospodarcze Polski* [Régions économiques de la Pologne], « *Wartalniki Statystyczny* », 1927, n° 3, pp. 547 sqq.

² L. Hass, *Rozmieszczenie robotników przemysłowych w drugim dziesięcioleciu Polski międzywojennej* [La Répartition des ouvriers industriels dans la deuxième décennie de la Pologne de l'entre-deux-guerres], in: *Polska klasa robotnicza*, vol. 6, Warszawa 1974.

quant à tirer de cette distinction les conséquences scientifiques, la formulation ultérieure y a fait obstacle, selon laquelle « les collectivités énumérées constituent nettement des éléments distincts de la stratification en couches et classes, éléments équivalents aux classes sociales » (p. 7). La question a donc été ramenée à une différence uniquement terminologique, ou presque. Purement théorique en apparence, cette façon de poser le problème a dans ce cas précis une importance pratique en ce qui concerne tant la construction des parties synthétiques de l'ouvrage que la manière de considérer maintes questions se rapportant aux couches sociales en cause et à celles qui y sont apparentées. En effet, si nous admettons — conformément à la conception de Marx et de son école³ — qu'il y a, dans chaque formation sociale de classe, deux classes sociales principales antagonistes, d'une certaine manière prédominantes par rapport aux autres groupes sociaux, cela déterminera et différenciera le catalogue des questions à poser aussi bien aux groupes prédominants qu'aux groupes relativement subordonnés. Le devoir en résultera pour le chercheur de présenter d'une manière au possible détaillée chacune des deux classes principales non seulement comme un groupe social « en soi », mais aussi comme une des forces motrices de l'évolution de la société, ce qui demande d'analyser son rôle dans le mécanisme social pris dans son ensemble. La nécessité s'impose alors de considérer les autres groupes sociaux du point de vue de leurs rapports avec les deux classes fondamentales, de l'attraction ou de la répulsion exercée par ces deux pôles extrêmes. Seule une telle approche permettra de mieux comprendre l'hétérogénéité poussée de chacune de ces classes et couches intermédiaires, hétérogénéité présentée dans l'ouvrage d'une manière assez détaillée. A tenir compte des diverses étapes de la lutte des classes, il deviendrait possible de mieux mettre en lumière les processus de différenciation et les fluctuations des idées politiques à l'intérieur de chacun de ces groupes. Les considérations psychologiques au sujet du sentiment de supériorité ressenti dans les groupes inférieurs de travailleurs intellectuels ou de la petite bourgeoisie à l'égard des groupes ouvriers, dont le revenu n'était pourtant guère inférieur, ont un fondement social que l'ouvrage néglige. Ce sont justement les groupes quotidiennement menacés de dégringolade qui cherchent à manifester plus fortement les différences qui les séparent du groupe inférieur vers lequel

³ Par « école de Marx » nous comprenons le courant de recherche pour lequel la théorie de Marx n'est pas seulement un encouragement à des spéculations intellectuelles n'entraînant aucune obligation, mais un système sociologique et même philosophique cohérent.

ils risquent d'être rejetés, et non pas les groupes qui ignorent ce danger.

Dans les essais de présentation synthétique de la société, l'appel fait à d'autres types de structuration (hiérarchies, cultures) considérés comme des « structures autonomes » (p. 8), donne — conformément à la réalité — des effets assez troubles et peu convaincants. Par contre, on ressent l'absence d'un tableau dynamique de la société, tableau dont le centre serait occupé par la lutte des classes — notion qui n'apparaît en aucun point du livre — considérée comme un élément formant de vastes étendues de la vie sociale. Les considérations globales du premier chapitre, déjà mentionné, ont été ramenées à l'aspect quantitatif des divisions sociales. Une fois perdues de vue, les situations antagonistes — exploitation des salariés en tant que base d'existence de la bourgeoisie, sentiments des exploités et volonté du prolétariat de limiter et d'abolir l'exploitation — n'ont plus droit au chapitre dans le livre, bien qu'il y soit maintes fois question de phénomènes qui en sont la manifestation (revenus et leur origine sociale) ou en dérivent (alimentation et mode de vie, éducation et enseignement, participation au pouvoir).

III. TRANSFORMATIONS STRUCTURALES — COURANTS ÉVOLUTIFS

L'analyse scientifique moderne des transformations sociales devrait partir de l'analyse des transformations structurales dans le domaine de l'emploi. Il s'agit dans ce cas précis des changements de proportions entre l'emploi largement entendu (c'est-à-dire tenant compte des producteurs autonomes et des salariés) dans les domaines productif et non productif, et de comparer les tendances évolutives dans le premier domaine avec les changements du volume de la production globale. Dans le secteur de la production matérielle, l'attention doit se porter sur la part respective des producteurs autonomes, des ouvriers et des travailleurs intellectuels (éventuellement répartis en employés et ingénieurs ou techniciens employés à la production). On peut, par exemple, méditer ici sur le fait qu'en 1928 il y avait pour 1000 ouvriers des mines et de l'industrie 96,5 travailleurs intellectuels, alors qu'en 1937 il n'y en avait plus que 65,6⁴. Il conviendrait d'examiner un problème non posé dans l'ouvrage: celui du chômage technologique causé par l'accroissement plus lent (en raison du progrès technique) du nombre de salariés par rapport au rythme d'augmentation de la main-

⁴ « Wiadomości Statystyczne », 1930, n° 15, pp. 621, 653; L. H a s s, op. cit., tabl. 3.

d'oeuvre. Ce problème, dans les conditions polonaises important surtout dans l'industrie minière, a été — dans les années trente — à l'origine d'un important chômage chronique en Haute-Silésie et dans les autres bassins miniers. De ce fait, on peut douter s'il est juste — ce que fait pourtant l'ouvrage — de ranger les chômeurs dans divers groupes professionnels de la classe ouvrière, et surtout — procédé déjà suivi par le recensement de 1931 — de classer les chômeurs, en se basant sur leur dernier emploi, parmi les ouvriers de la grande industrie, de la moyenne industrie, etc.

IV. LES DESTINÉES DE LA NATION

A plusieurs reprises l'auteur revient au problème — comme il l'appelle — de l'intégration nationale, en le considérant d'une manière, à ce qu'il semble, exagérée, avec une sorte d'exaltation. On le constate à la lecture du passage qui affirme le rôle « crucial » de la période de l'entre-deux-guerres dans « l'oeuvre de création de la nation polonaise unifiée » (p. 345), comme si avant 1918 l'unité de cette nation eut été douteuse ou tout au moins sérieusement menacée dans un avenir mesurable. Le terme « intégration nationale » est équivoque et il serait plus juste de parler de processus centripètes et centrifuges.

A l'encontre de ce qui paraît résulter du raisonnement de l'auteur, les deux processus sont percevables dans l'histoire de l'entre-deux-guerres, et non pas un seul, le premier. Avant 1918, surtout dans les régions frontalières orientales du territoire ethnique polonais, la polonité était non seulement une notion fondée sur des critères ethniques. C'était aussi, et dans une large mesure, un concept idéal. Elle signifiait l'acceptation des courants libertaires de la culture européenne occidentale et c'est ce qui en faisait l'attrait. Or, l'évolution de la situation dans l'État polonais de l'entre-deux-guerres a partiellement lésé, détruit ce joint entre la polonité et les attitudes émancipatrices, d'où est venu le renoncement à la polonité de certains groupes ou milieux périphériques. Un autre facteur réduisant le nombre de personnes professant leur appartenance à la nationalité polonaise, était l'identification de celle-ci — de plus en plus profonde en raison de la forme concrète prise par le territoire de l'État — au catholicisme romain, ce qui trouva même reflet dans un article de la constitution de 1921. Les plébiscites organisés en vertu du Traité de Versailles dans certaines régions frontalières polono-allemandes ont certainement contribué à réveiller le sentiment national. Mais plus tard, dans les territoires

plébiscitaires non incorporés à la Pologne, la germanisation progressa à grands pas, les groupes nationalement les plus actifs ayant choisi de s'installer en Pologne.

V. L'INTELLIGENTSIA

L'auteur, excellent connaisseur des problèmes des travailleurs intellectuels, auxquels il a déjà consacré une ample monographie (*Struktura inteligencji w Polsce w latach 1918 - 1939* [La Structure de l'intelligentsia en Pologne dans les années 1918 - 1939], Warszawa 1964), n'a pourtant pas signalé la spécificité même de l'existence de l'intelligentsia, couche sociale inconnue dans les sociétés bourgeoises occidentales. De ce fait, il n'a pas mis en évidence la fonction sociale particulière de cette différence historiquement formée entre le travail physique et le travail intellectuel, différence dont il parle (p. 214) eu égard aux deux sociétés. Sur le continent européen, c'est en effet seulement en Pologne et dans les pays voisins que l'exécution d'un travail intellectuel constituait le critère d'appartenance à une couche sociale distincte. Dans les autres pays d'Europe par contre, les travailleurs intellectuels faisaient partie — suivant leur situation matérielle — de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie.

Nous ne sommes pas d'accord avec l'auteur quand il parle de la « démocratisation sociale et des moeurs » de l'intelligentsia après la Première Guerre mondiale (p. 217). C'est que dès la révolution de 1905, dans le contexte des désillusions éveillées par ses mots d'ordre et par son caractère concret, l'intelligentsia commença à renoncer à ses anciennes attitudes progressistes et socialistes, à rechercher des chemins nouveaux qui la conduisaient inéluctablement vers la droite. Et pendant la contre-révolution, période de stabilisation postrévolutionnaire et d'enrichissement de la bourgeoisie, de nouveaux groupes d'intellectuels se mirent à fléchir et à s'installer dans la réalité bourgeoise. Cette couche rétrograda encore dans l'État polonais de l'entre-deux-guerres. Une des causes en était la position juridique de fonctionnaires de l'État acquise par une partie des intellectuels, et une autre, la limitation de leur rôle dans la vie sociale, au résultat de l'animation politique de la classe ouvrière et de la paysannerie qui créèrent leurs propres élites politiques. Au sein de l'intelligentsia, ce phénomène était la source de la vague montante de sentiments surtout antiouvriers, tout comme il en avait été au lendemain même de la reconquête de l'indépendance

en 1918, alors qu'elle craignait que l'activité grandissante des masses ouvrières ne menace l'existence de l'État, identifié par cette couche avec sa forme bourgeoise⁵.

VI. LES PAYSANS ET LES PROPRIÉTAIRES TERRIENS

Dans les brèves considérations sur l'activité politique accrue des paysans après 1918 (p. 176), il aurait aussi fallu tenir compte de la situation créée par la Première Guerre mondiale. Jusqu'à présent, on a, en général, mis l'accent sur les pertes des exploitations agricoles causées par les opérations militaires, les marches et contremarches des troupes, les réquisitions, la mobilisation des paysans. Mais en fin de compte, les paysans polonais (et les propriétaires terriens) ont mieux résisté à la guerre que les citadins soumis au régime de famine. En comparaison avec la paupérisation des habitants des villes, la situation de la campagne s'est améliorée tant pendant la guerre que durant les premières années après la fin des hostilités, ceci au résultat de la montée des prix des produits alimentaires et de l'extinction pratique des dettes apportée par l'inflation. Cette prospérité relative était un facteur psychologique de l'activité organisatrice et politique croissante de la paysannerie qui prenait conscience de son importance dans la vie sociale.

Le fait d'avoir consacré un chapitre distinct aux propriétaires terriens peut se justifier par les particularités distinctives de ce groupe ayant trait à ses moeurs, à son mode de vie, à sa mentalité. Nous ne voyons cependant aucune raison de le considérer comme l'équivalent d'une classe distincte. Même si, dans les latifundia, les vestiges féodaux étaient parfois importants, ce qu'on a déjà plus d'une fois remarqué avec juste raison, c'est l'économie capitaliste qui y prédominait. C'est pourquoi l'on peut, sans restrictions sérieuses, ranger les propriétaires terriens, en tant que couche particulière, dans la bourgeoisie. Une circonstance nullement négligeable vient à l'appui, ce dont il est d'ailleurs question dans le livre, à savoir qu'une bonne partie des plus grands propriétaires fonciers avaient des participations dans les entreprises industrielles et les établissements financiers.

⁵ En ce qui concerne ce phénomène dans les premières années d'après-guerre, voir L. H a s s, *Z socjalnych źródeł przewrotu majowego* [Sur les sources sociales du coup d'État de mai], « Kwartalnik Historyczny », 1970, n° 2, pp. 368-393; en ce qui concerne les années antérieures, i d e m, *Pokolenia inteligencji polskiej Królestwa* [Les Générations de l'intelligentsia polonaise du Royaume], « Przegląd Historyczny », 1974, n° 2.

VII. LES PREMIÈRES ANNÉES DE L'ÉTAT (1918 - 1921)

Pour son analyse de la structure sociale du pays, l'auteur part de la situation en fin de l'année 1921, date du recensement général, situation diamétralement opposée à celle des années 1918 - 1919, pendant lesquelles la Pologne occupait un territoire considérablement moindre, avec une population non seulement inférieure en nombre, mais encore ayant une autre structure nationale et socio-professionnelle. L'omission dans l'analyse des années 1918 - 1921 signifie l'oubli dans l'histoire sociale d'une période pendant laquelle ont eu lieu divers processus très importants: rapatriement de millions de Polonais de l'Est et de l'Ouest, migrations à travers le territoire polonais de masses humaines à l'issue des hostilités. Cette omission rend aussi plus difficile la compréhension de certains processus de plus large nature. Les fondements institutionnels de l'État polonais de l'entre-deux-guerres étaient justement modelés par ce rapport des forces de 1918 - 1920. Également l'effort de guerre de cette époque était l'oeuvre d'une communauté sociale différente par sa structure socio-professionnelle et nationale de celle présentée dans le livre.

Il ne nous semble pas non plus très heureux d'avoir corrigé — pour des raisons de comparabilité — la composition socio-professionnelle de la population dans le cadre des frontières polonaises de septembre 1921 par l'inclusion des données relatives à la Haute-Silésie et à la région de Wilno, territoires qui ne furent incorporés à l'État qu'au courant de 1922, sans donc être concernés par le recensement général effectué l'année précédente. Il serait probablement plus indiqué, pour la comparaison entre les résultats du recensement de 1921 et les chiffres des années ultérieures, de se servir de deux indices: le premier limité au territoire comparable, et le second comprenant le pays dans les frontières du moment considéré, c'est-à-dire y compris la Silésie d'outre-Olza à partir d'octobre 1938. Le premier indice ferait apparaître les changements résultant du développement organique de la société, tandis que le second exprimerait les transformations intervenant dans l'État au résultat de l'interférence de deux processus — développement organique et expansion territoriale.

*

Dans l'ensemble, on peut arriver à la conclusion que nous avons reçu un ouvrage qui fournit en premier lieu la somme des recherches poursuivies jusqu'à présent, somme à la fois créatrice et controversable.

Ses nombreuses incursions dans des domaines auparavant inexplorés, ses vues novatrices et ses nouvelles suggestions d'étude devraient fournir un stimulant à des recherches plus fouillées. Celles-ci permettront de vérifier ce qui reste pour l'instant controversable ou semble n'être que l'expression des sentiments ou des impressions de l'auteur.

(Traduit par Jerzy Wolf)